



Breuillet

CONVENTION D'HABITATION D'UN LOGEMENT COMMUNAL

**A titre exceptionnel et transitoire,
précaire et révocable**

Entre les soussignés :

La ville de Breuillet, représentée par son Maire, Madame Véronique MAYEUR, en exercice,
d'une part,

Et, Monsieur Sammi INDRIGO,
Domicilié : 28 rue de la Gare – 91650 BREUILLET

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

1- CONVENTION

Considérant la situation d'urgence de Monsieur Sammi INDRIGO temporairement privée de domicile, la Commune de Breuillet lui concède à titre exceptionnel et transitoire un logement sis 28 rue de la Gare à Breuillet.

2- DESIGNATION

Ce logement de type F3, d'environ 68 m2, est situé au Centre Culturel du Moulin des Muses. Il comprend :

→ Entrée, 1 salon, 1 chambre, 1 cuisine, 1 salle de bain, et un WC.

3- DUREE

La présente convention prend effet à compter du **7 janvier 2025**.

Elle est consentie à titre précaire et révocable.

Elle est conclue jusqu'au **6 juillet 2025**.

Mis en ligne le 03/02/2025 à 15h21

REÇU EN PREFECTURE

le 09/01/2025

Application agréée E-legalite.com

99_AR-091-269100285-20250108-2025_001-AR

4- CHARGES ET CONDITIONS

L'occupation se poursuivra aux charges et conditions suivantes :

- Les clefs seront remises à la date d'effet de la convention, soit le **7 janvier 2025**. Toute duplication des clefs par l'occupant est strictement interdite. En cas de nécessité, elle fera l'objet d'une demande écrite adressée au Maire de la commune.
- L'occupant devra entretenir les lieux en bon état et avertir immédiatement le propriétaire de toutes réparations à sa charge qui pourraient devenir nécessaires.
- Pendant la durée de la convention, l'occupant se reconnaît civilement responsable des conséquences de l'usage des locaux et devra faire assurer et maintenir toutes les installations, le mobilier contre l'incendie, les explosions, le dégât des eaux, ainsi que le recours des voisins et des tiers. Ces polices devront comporter une renonciation expresse à tous recours contre le concédant.
Elle devra en justifier, ainsi que l'acquit des primes, à toute réquisition du concédant.
- La présente convention est strictement personnelle à l'occupant, toute cession, sous-location, comme toute occupation par un tiers, à quelque titre que ce soit, même à titre gratuit ou sous forme de location-gérance est strictement interdite.
- Les dépenses afférentes au téléphone, gaz, électricité sont à la charge directe de l'occupant. Il lui appartient donc de souscrire les contrats d'abonnements nécessaires, et de payer en conséquence les consommations ou communications correspondantes. L'entretien de la chaudière est assuré par un prestataire désigné par la commune.
- Les dépenses d'eau sont à la charge de l'occupant et lui seront refacturées directement par la Mairie.
- Lors de la restitution des locaux à la ville soit à l'issue de la convention, soit pour un tout autre motif, l'occupant devra laisser les lieux qui ont été mis à sa disposition en bon état d'entretien et débarrassés de tout effet personnel.

5- REDEVANCE

La présente occupation est autorisée, compte tenu de son caractère précaire et révocable, moyennant une **redevance mensuelle nette de 393 €** payable avant le 5^{er} jour de chaque mois à la caisse du receveur municipal, 22-24 rue Debertrand à DOURDAN (B.P. 106 – 91416 DOURDAN Cedex).

Le locataire s'oblige à payer le loyer en début de mois à Monsieur le Percepteur de Dourdan (à l'ordre du Trésor Public).

La redevance sera encaissée au profit du budget général de la Ville. Cette redevance est révisable chaque année en fonction de la variation annuelle de l'indice national du coût de la construction publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), l'indice de référence étant la dernière valeur moyenne publiée à la date de révision base, le départ étant fixé en rapport à la valeur locative des locaux similaires.

En sus de la redevance, le bénéficiaire acquittera le droit de bail.

Mis en ligne le 03/02/2025 à 15h21

REÇU EN PREFECTURE

le 09/01/2025

Page 2 sur 3
Application agréée E-legalite.com

99_AR-091-269100285-20250108-2025_001-AR

En cas de retard dans le paiement de la redevance, les intérêts au taux légal courront de plein droit, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard.

Pour le calcul de ces intérêts, tous les mois seront comptés pour trente jours et les fractions de mois négligées. En cas de difficulté avec le bénéficiaire, la commune pourra procéder à son expulsion en vertu d'une simple ordonnance de référé, sans que les offres ultérieures de payer ces indemnités échues ou l'exécution postérieure des stipulations non observées puissent arrêter l'effet des mesures prévues ci-dessus.

6- CLAUSE RESOLUTOIRE

La présente convention d'occupation précaire sera résiliée de plein droit à la date du terme de l'occupation.

Elle sera résiliée en cas de manquement graves aux obligations stipulées dans la convention, après une mise en demeure restée sans effet pendant un période de 48 heures.

7- ETAT DES LIEUX

Dans les deux jours suivant la signature de la présente convention, il sera dressé un état des lieux d'entrée signé par chacune des deux parties. Cet état des lieux sera annexé à la présente.

Un état des lieux contradictoire sera établi lors de la restitution du logement.

8- LITIGE

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, le Tribunal d'Instance d'Etampes sera saisi.

Les parties reconnaissent que la présente convention est un contrat de droit privé d'occupation temporaire, précaire et révocable, qu'il déroge pour les articles 10-15 1 et 17, aux dispositions de la loi n°89.452 du 6 juillet 1989 conformément à son article 40.

Fait à Breuillet, le 7 janvier 2025.

(2 exemplaires originaux)

<p>Le Maire,</p>  <p>Véronique MAYEUR</p>	<p>L'occupant,</p>  <p>Sammi INDRIGO</p>
--	---



Mis en ligne le 03/02/2025 à 15h21

REÇU EN PREFECTURE

le 09/01/2025

Page 3 sur 3
Application agréée E-legaite.com

99_AR-091-269100285-20250108-2025_001-AR